

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

LIXXBAIL

Société Anonyme au capital de 69 277 663,23 €.
Siège social : 12, place des Etats-Unis - CS 30002, 92548 Montrouge cedex – France
682 039 078 RCS Nanterre.

*Comptes individuels au 31/12/2013
Approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2014*

Bilan au 31 décembre 2013

Actif (en milliers d'euros)	Annexes	31-déc-13	31-déc-12
Caisse, banques centrales, CCP	note 3	1	3
Créances sur les établissements de crédit	note 3	23 335	89 071
Opérations avec la clientèle	note 4	17 300	27 271
Obligations et autres titres à revenu fixe	note 5	999 406	999 406
Parts dans les entreprises liées	note 6	2 749	4 948
Crédit-bail & location avec option d'achat	note 7	4 266 025	4 500 810
Location simple	note 7	0	3
Immobilisations incorporelles	note 7	1 604	2 333
Immobilisations corporelles	note 7	28	53
Autres actifs	note 8	103 005	120 895
Comptes de régularisation	note 8	136 786	90 022
Total de l'actif		5 550 239	5 834 815

Passif (en milliers d'euros)	Annexes	31-déc-13	31-déc-12
Banques centrales, CCP			
Dettes envers les établissements de crédit	Note 9	4 075 212	4 372 560
Opérations avec la clientèle	Note 10	999 100	999 105
Autres passifs	Note 11	174 045	145 542
Comptes de régularisation	Note 11	221 584	228 594
Provisions	Note 12	9 277	6 909
Total capitaux propres	Note 13	71 021	82 106
Capital		69 278	59 201
Primes d'émission		246 934	244 277
Réserves		2 050	2 051
Provisions réglementées & subventions			
Report à nouveau		-223 423	-198 819
R.E.I.A.			
Résultat de l'exercice		-23 817	-24 604
Total du passif		5 550 239	5 834 815

Hors bilan au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	31-déc-13	31-déc-12
1° Engagements donnés		
Engagements de financement	802 308	798 032
Engagements en faveur d'établissements de crédit	17 586	28 275
Engagements en faveur de la clientèle	784 721	769 757
Engagements de garantie	1 261 749	1 261 736
Engagements d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	28 270	28 270
Engagements à un FCT	1 233 479	1 233 466
Engagements sur titres		
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements donnés		
Engagements donnés sur instruments financiers à terme	1 037 000	1 587 000
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	1 037 000	1 587 000
Engagements sur instruments de change		
Autres engagements		
Autres engagements (créances mobilisables BCE)	547 323	710 725
2° Engagements reçus		
Engagements de financement	640 000	530 000
Engagements reçus d'établissements de crédit	640 000	530 000
Engagements de financement reçus clientèle		
Engagements de garantie	1 905 042	1 653 532
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 659 007	1 495 594
Engagements reçus clientèle	246 034	157 939
Engagements sur titres		
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise		
Autres engagements reçus		
Engagements reçus sur instruments financiers à terme		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt		
Engagements sur instruments de change		
Autres engagements		

Compte de résultat au 31 décembre 2013

(en milliers d'euros)	31/12/2013	31/12/2012	
+	Intérêts et produits assimilés	28 179	36 373
-	Intérêts et charges assimilées	-140 284	-172 915
+	Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées	2 372 401	2 496 780
-	Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées	-2 214 845	-2 295 892
+	Produits sur opérations de location simple	123	260
-	Charges sur opérations de location simple	8	-52
+	Revenus des titres à revenu variable	0	1
+	Commissions (produits)	155	-54
-	Commissions (Charges)	-18 691	-20 489
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	1	-4
+/-	Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés		

+	Autres produits d'exploitation bancaire	129 810	75 526
-	Autres charges d'exploitation bancaire	-123 588	-70 231
	Produit net bancaire	33 270	49 304
-	Charges générales d'exploitation	-57 436	-70 198
-	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	-1 143	-1 476
	Résultat brut d'exploitation	-25 309	-22 370
+/-	Coût du risque	1 598	-2 235
	Résultat d'exploitation	-23 712	-24 604
+/-	Gains et pertes sur actifs immobilisés	-93	0
	Résultat courant avant impôt	-23 805	-24 604
+/-	Résultat exceptionnel	-13	
-	Impôt sur les bénéfices	0	0
+/-	Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		
	Résultat net	-23 817	-24 604

Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2013 de - 23 817 421,17 € en totalité en report à nouveau.
Le montant du report à nouveau 2013, après affectation, s'élève à - 247 240 760,37 €.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du code général des Impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes, au titre des trois précédents exercices.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Annexes

Note 1 Cadre juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice

1.1. Cadre juridique et financier

La société LIXXBAIL S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société LIXXBAIL S.A. est détenue à 99,99 % par la société CA Leasing & Factoring et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole SA et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

LIXXBAIL S.A. est une société financière de crédit-bail et de location financière. L'ensemble de son activité se déroule en France.

1.2. Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2013

Fusion-absorption d'Etica par Lixxbail :

Conformément au traité de fusion daté du 30 septembre 2013, la société Etica S.A., filiale à 100 % de la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., a été fusionnée par voie d'absorption le 29 novembre 2013, afin de simplifier l'organigramme du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Cette fusion est à effet rétroactif (comptable et fiscal) au 1er janvier 2013.

Conformément au rapport d'échange fixé par le traité de fusion, en rémunération des 827 916 titres d'Etica apportés, la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A., actionnaire unique de la société absorbée, a reçu 2 783 308 actions nouvelles, entièrement libérées, créées par voie d'augmentation de capital de Lixxbail. Ainsi son capital s'est vu porté de 59 201 399,57 € à 69 277 663,23 €.

Fusion absorption de NVA par Lixxbail :

Conformément au traité de fusion daté du 14 novembre 2013, la société NVA. S.A., filiale à 100 % de la société Lixxbail S.A., a été fusionnée par voie d'absorption le 31 décembre 2013 afin de simplifier l'organigramme du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring. Cette fusion est à effet rétroactif (comptable et fiscal) au 1er janvier 2013.

La société absorbante détenant 100 % de la société absorbée, la fusion n'a pas donné lieu à une augmentation de capital en échange des titres apportés. L'actif net apporté par la Société Absorbée à la Société Absorbante s'élève à 205 988,02 €. Compte-tenu de la valeur des titres de la société Absorbée détenue par la société Absorbante de 205 988,02 €, le mali de fusion s'élève à 14 311,98 €. Ce mali a été comptabilisé par le compte de résultat.

Les deux opérations ont été effectuées sur la base des valeurs nettes comptables figurant dans les comptes des sociétés absorbées au 31 décembre 2012, conformément au règlement n°2004-01 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC).

Méthodologie de présentation :

Suite aux fusions-absorption d'Etica et de NVA par Lixxbail, l'impact de celles-ci sur le bilan d'ouverture serait de 245 207 K€ ; en comparaison du total bilan de Lixxbail seule de 5 834 815 K€, soit un apport de 4,2 %. La contribution de NVA et ETICA au compte de résultat de Lixxbail au 31/12/2012 aurait été de - 2 168 K€, sur un total du résultat de Lixxbail seule de - 24 604 K€, soit 8,8 %.

Conformément aux recommandations de l'AMF (2013-08), il n'a pas été établi de pro forma pour la présentation des annexes Lixxbail, mais il apparaît sur les notes des immobilisations et des provisions l'impact lié au bilan d'ouverture d'Etica et de NVA.

1.3. Evénements postérieurs au 31 décembre 2013

Depuis le 31 décembre 2013, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes au 31 décembre 2013 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de LIXXBAIL S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de LIXXBAIL S.A. est conforme aux dispositions du règlement 91-01 du Comité de la Réglementation Bancaire (CRB), modifié par le règlement 2000-03 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC), relatif à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF) lui-même modifié par les règlements CRC 2004-16, 2005-04 et 2007-05

2.1 Opérations de Crédit-Bail

Le poste « Crédit-bail et location avec option d'achat » recense les rubriques suivantes :

- immobilisations louées et non louées nettes d'amortissements comptables
- dépréciation des actifs immobilisés
- immobilisations en cours de construction,
- avances et acomptes versés aux fournisseurs
- créances douteuses nettes de dépréciations,
- indemnités de résiliations nettes de dépréciations,
- créances rattachées,
- produits à recevoir.

Par ailleurs, les dispositions en matière d'opérations consortiales sont respectées. La société, qu'elle ait la position de chef de file ou de participant, enregistre la quote-part de financement qu'elle a réalisée et, au hors-bilan, sa quote-part de risque.

Le crédit-bail et la location simple sont composés des mêmes natures de poste, des mêmes méthodes d'évaluation et de règles de dépréciation identiques. L'amortissement comptable est calculé par matériel en fonction de sa durée de vie économique dans les limites du minimum et du maximum fiscalement autorisé. La différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable forme l'essentiel de la réserve latente.

Immobilisations

Valeur brute & amortissements. — Les immobilisations incorporelles et corporelles sont retenues pour leur coût d'acquisition, quelle que soit la date d'acquisition. Elles sont amorties en fonction de leur durée estimée d'utilisation. Le mode et la durée d'amortissement par catégorie d'immobilisations sont les suivants :

Catégorie	Durée	Mode
Autres immobilisations corporelles :		
- Agencements et aménagements divers	10 ans	Linéaire
- Matériel informatique	5 ans	Linéaire ou dégressif
- Mobilier de bureau	10 ans	Linéaire
- Matériel de transport	5 ans	Linéaire
- Matériel administratif	5 ans	Linéaire

Traitement comptable des ITNL

Les immobilisations temporairement non louées sont valorisées à la VNC de la date du passage en ITNL ou à la valeur vénale si cette dernière est inférieure à la VNC par le biais d'une dépréciation.

2.2 Créances Clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par le règlement CRC 2002-03 du 12 décembre 2002, modifié par les règlements CRC 2005-03 et 2007-06, relatifs au traitement comptable du risque de crédit dans les entreprises relevant du CRBF.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit,
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application du règlement CRC 2009-03 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont désormais étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

La mise en place du règlement CRC n°2002-03 relatif au traitement comptable du risque de crédit a conduit LIXXBAIL S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours déclassés entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.) afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité,

La réduction des flux futurs accordée à la contrepartie, ou le report de ces flux sur un horizon plus lointain lors de la restructuration, donne lieu à l'enregistrement d'une décote. Elle correspond au manque à gagner de flux de trésorerie futurs, actualisés au taux effectif d'origine. Elle est égale à l'écart constaté entre :

- la valeur nominale du prêt ;
- et la somme des flux de trésorerie futurs théoriques du prêt restructuré, actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine (défini à la date de l'engagement de financement).

La décote constatée lors d'une restructuration de créance est dotée en coût du risque. Son amortissement affecte ensuite la marge d'intérêt.

Les crédits restructurés sortent des créances douteuses. Ils font l'objet d'une notation conformément aux règles bâloises et sont dépréciés en fonction du risque de crédit estimé. Ils sont reclassés en créances douteuses dès le premier impayé.

Aucune créance restructurée n'a été identifiée sur l'entité LIXXBAIL au 31 décembre 2013. Dès lors, aucune décote n'a été comptabilisée sur l'exercice

Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.

- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).

- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, LIXXBAIL S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par LIXXBAIL S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant.

Les créances impayées relatives à des indemnités de résiliation sont dépréciées à 100 % dès lors que le client est qualifié de « Douteux ».

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé. Il est fixé selon des règles fixées par la Direction des Risques et du Contrôle Permanent ainsi qu'avec le département contentieux. Il existe des revues de portefeuilles trimestrielles au cours desquelles le montant des provisions est présenté au comité pour validation.

La dotation (ou reprise) de dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

Dépréciation pour risque de re-commercialisation

Une dépréciation pour risque de re-commercialisation est comptabilisée au titre des matériels loués par des clients faisant l'objet d'une provision pour dépréciation de créances.

Cette dépréciation est calculée par différence entre la VNC et la valeur vénale des biens.

2.3 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit,
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole,
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

- à vue	1				1			1	3
- à terme									
Total des créances ets crédit	1	0	0	0	1	0	1	3	

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2013	Total 31/12/2012
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	2 831	0	0	0	2 831	0	2 831	1 866
Comptes et prêts :								
- à vue	783				783		783	502
- à terme	0							
Créances partenaires sur contrats en pools	2 048				2 048		2 048	1 364
Operations internes	20 504	0	0	0	20 504	0	20 504	87 205
Comptes ordinaires :								
- à vue	20 504				20 504	0	20 504	17 104
Prêt à terme	0				0	0	0	70 101
Total des créances ets crédit	23 335	0	0	0	23 335	0	23 335	89 071

Note 4 Opérations avec la clientèle

4.1 Opérations avec la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2013	Total 31/12/2012
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Opérations avec la clientèle	2 868	5 863	8 300	0	17 031	269	17 300	27 271
Créances	2 868	5 863	8 300		17 031	269	17 300	27 271

Note 5 Obligations et autres titres à revenu fixe

5.1 Obligations et autres titres à revenu fixe

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances	Total 31/12/2013	Total 31/12/2012
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Obligations et autres titres à revenus fixes	0	0	0	999 100	999 100	306	999 406	999 406
Parts du FCT				999 100	999 100	306	999 406	999 406

Une opération de titrisation synthétique de type covered a été effectuée par la société Lixxbail en qualité d'initiateur. Le Green FCT Lease créé à cet effet a émis des obligations qui ont été souscrites dans leur intégralité par Lixxbail. Les intérêts courus au 31/12/2013 s'élèvent à 306 K€.

Note 6 Titres de participation

6.1 Parts dans les entreprises liées

Nom	Siège	Forme juridique	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres	Capital social	Montant des capitaux propres (hors résultat)	Résultat 12/2013	QP situation financière
Lixxcrédit	12 place des Etats-Unis 92 548 MONRO- UGE CEDEX	SA	NS	550,34€	9 355 K€	25 417 K€	- 217 K€	
Unifergie	12 place des Etats-Unis 92 548 MONRO- UGE CEDEX	SA	NS	15,24€	24 375 K€	110 992 K€	9 640 K€	
Auxifip	12 place des Etats-Unis 92 548 MONRO- UGE CEDEX	SA	NS	85,00€	81 912 K€	50 701 K€	- 6 326 K€	
Clim'Auto	12 place des Etats-Unis 92 548 MONRO- UGE CEDEX	SA	NS	1 829,40€	79 K€	3 244 K€	- 361 K€	
Ucalease	12 place des Etats-Unis 92 548 MONRO- UGE CEDEX	SA	NS	15,25€	3 668 K€	4 417 K€	3 442 K€	
Total		-	-	2 495,23 €	-	-	-	

6.2 Parts & autres titres

(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	4 945	0	0	-2 106	0	2 839
- Dépréciation Titres GECL	0	0	0	-93	0	-93
Total	4 945	0	0	-2 199	0	2 746

GE CAPITAL LEASING : lors de son assemblée générale mixte du 24 mai 2013, GE CAPITAL LEASING a pris la décision (9ème résolution) de réduire la valeur nominale de ces actions en les ramenant de 0,965828231 euro à 0,54 euro ; ainsi Lixxbail, actionnaire à hauteur de 5 % du capital, a perçu en numéraire la somme de 2 105 731,52 euro.

Note 7 Variation de l'actif immobilisé

7.1 Opérations de crédit-bail et assimilés (en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	9 471 459	836 436	1 890 230	-2 212 639	-429 718	9 555 766
- Amortissements	-5 153 018	-613 929	-1 848 355	1 856 226	258 166	-5 500 911
- Dépréciations sur actifs	-15 999	-1 568	-14 274	14 797	5 257	-11 787
Valeur nette	4 302 441	220 938	27 601	-341 617	-166 296	4 043 068

Dont 547 323 K€ apportés en garantie à Crédit Agricole, SA dans le cadre de la participation du Groupe Crédit Agricole aux refinancements accordés par la Banque Centrale Européenne. La société LIXXBAIL S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

- Immobilisations en crédit-bail et assimilés non louées après résiliation :
(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	165 500	36 186	0	-393 322	429 718	238 083
- Amortissements	-131 096	-36 035	-38 056	259 557	-258 166	-203 795
- Dépréciations sur actifs	-9 586	-63	-2 024	9 122	-5 257	-7 809
Valeur nette	24 818	88	-40 080	-124 643	166 296	26 479

- Créances douteuses et rattachées liées aux opérations de crédit-bail :
(en milliers d'euros)

Rubriques	Valeur brute	Dépréciations	Valeur nette
Créances rattachées	112 287		112 287
Créances douteuses compromises	367 352	290 643	76 709
Créances douteuses non compromises	15 834	8 352	7 482
Créances totales	495 473	298 995	196 478

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques et durées résiduelles

En application du CRC 2002-03 du 12 décembre 2002, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilés (source financière) selon deux critères, le premier par agents économiques et le second par durées résiduelles. LIXXBAIL S.A. n'a pas d'encours sains restructurés à des conditions hors marché.

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

Etats 4014, par agents économiques (en milliers d'Euros) :

Selon BTR	
Stés non financières	3 990 241
Ets de crédit	51 115
Entrepreneurs individuels	355 261
Sociétés assurances	7 924
Administrations Publiques	103 257

Administrations Centrales	17 145
Administrations Sécurité sociale	34 292
Administrations Privées	31 584
Total encours financiers	4 590 819

Etats 4021, par durées résiduelles (en milliers d'Euros) :

	<= 3 mois	> 3 mois & <= 1 an	> 1 an & <= 5 ans	> 5 ans	Total
Encours financiers	469 221	1 257 499	2 732 230	131 869	4 590 819

7.2 Opérations de location simple
(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Aug°	Dimi°	Transfert	Valeur fin d'exercice
Valeur brute	303	0	331	-634	0	0
- Amortissements	-299	0	-24	323	0	0
Valeur nette	3	0	307	-310	0	0

7.3 Immobilisations corporelles et incorporelles

- Immobilisations propres (en milliers d'Euros) :

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Immobilisations corporelles	8 260	-139	138	0	8 260
-Amortissement	-8 207	139	-164	0	-8 232
= Valeur nette	53	0	-26	0	28

Rubriques	31/12/2012	Fusion ETICANVA	Augmentation	Diminution	31/12/2013
Immobilisations incorporelles	37 047	2 566	122	0	39 735
-Amortissement	-34 714	-2 298	-1 118	0	-38 130
= Valeur nette	2 333	267	-996	0	1 604

Note 8 Autres actifs et comptes de régularisation

8.1 Autres Actifs
(en milliers d'euros)

Rubriques	Montant 31/12/2013	Montant 31/12/2012
Autres actifs		
Acomptes impôts s/ les sociétés	265	0
T.V.A.	5 089	3 602
Personnel et autres débiteurs divers	93 757	93 101
Fournisseurs d'immobilisation divers	3 894	24 192
Total	103 005	120 895

8.2 Comptes de régularisation
(en milliers d'euros)

Rubriques	Montant 31/12/2013	Montant 31/12/2012
Actif		
Produits à recevoir sur instruments financiers	171	414
Autres Produits à recevoir	2 650	7 004
Charges constatées d'avance	112	12

Autres comptes de décaissement	133 853	82 592
Total	136 786	90 022

Note 9 Dettes envers les établissements de crédit - Analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	Total 12 2013	Total 12 2012
Etablissements de crédit	1 273	0	0	0	1 273	0	1 273	2 445
Comptes et emprunts :								
- à vue							0	0
- à terme							0	0
Emprunts / opérations de syndication								
- à vue							0	0
- à terme							0	0
Partenaires à reverser							0	0
Appels de fonds Partenaires	1 273				1 273		1 273	2 445
Opérations internes	327 629	872 186	2 816 084	19 659	4 035 558	38 381	4 073 939	4 370 115
Comptes ordinaires :								
- à vue	0				0		0	1 900
Comptes et emprunts :								
- à vue	60 608				60 608	0	60 608	3 811
- à terme	261 327	870 622	2 812 891	19 079	3 963 919	38 381	4 002 300	4 355 841
Emprunts / syndication								
- à vue							0	0
- à terme	516	1 564	3 193	580	5 853		5 853	3 087
Appels en garantie	5 178				5 178		5 178	5 475
Total des dettes	328 902	872 186	2 816 084	19 659	4 036 831	38 381	4 075 212	4 372 560

Note 10 Comptes créditeurs de la clientèle

10.1 Comptes créditeurs de la clientèle – analyse par durée résiduelle

(en milliers d'euros)	Durée résiduelle				Total en principal	Créances rattachées	Total déc-13	Total déc-12
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Clientèle	0	0	0	999 100	999 100	0	999 100	999 105
Emprunt à terme	0			999 100	999 100	0	999 100	999 105
Avances preneurs								

Note 11 Autres passifs et comptes de régularisation

11.1 Autres Passifs
(en milliers d'euros)

Rubriques	Montant 31/12/2013	Montant 31/12/2012
Autres passifs		
Dettes sur l'Etat : TVA.	82 250	77 033
Personnel et charges sociales	1 564	1 739
Dépôts de garantie reçus Crédit Bail et Location	1 456	1 594
Subventions à reverser	9 028	9 510
Partenaires pools (opérations non dénouées)	5 502	6 052
Fournisseurs & comptes rattachés	74 245	49 491
Clients créditeurs	0	122
Total	174 045	145 542

11.2 Comptes de régularisation
(en milliers d'euros)

Rubriques	Montant 31/12/2013	Montant 31/12/2012
-----------	-----------------------	-----------------------

Passif		
Charges à payer sur instruments financiers	1 447	2 812
Valeurs à imputer	64 987	52 109
Produits de crédit-bail et assimilé constatés d'avance	122 096	123 791
Charges à payer	33 054	49 887
Total	221 584	228 599

Note 12 Provisions
(en milliers d'euros)

Rubriques	31/12/2012	FusionETICA-NVA	Dotation	Reprise	Utilisation	31/12/2013
Indemnités retraites	925	135	14	-7		1 068
Risques contentieux	5 567	6	1 975	-338		7 209
Engagements sociaux	406	272	123	-476		325
provision pour risques opérationnel	11	665				675
Total	6 909	1 077	2 112	-822	0	9 277

Note 13 Variation des capitaux propres

- Capital souscrit

Le montant du capital souscrit 69 277 663,23 € se décompose en 19 136 168 titres d'une valeur nominale de 3,62 euros.
Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2013 l'actionariat se répartit ainsi :

	nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring	19 134 795	99,99%
LIXXCREDIT	6	0,00%
Personnes physiques et morales autres	1 367	0,01%
Total	19 136 168	100,00%

- Variation des Capitaux propres (en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant au 31/12/2012	Fusion ETICANVA	Affectation du résultat de 2012	Augmentation de capital	Dividendes	Résultat 12 2013	Montant au 31/12/2013
Capital	59 201	10 076					69 277
Réserves	2 051						2 051
Prime d'émission	156 851	2 657					159 508
Prime d'apport	15 517						15 517
Prime de fusion	71 909						71 909
Autres réserves							0
Sous total	305 528	12 733	0	0	0	0	318 261
Report à nouveau	-198 819		-24 604				-223 423
Résultat de l'exercice	-24 604		24 604			-23 817	-23 817
Total	82 105	12 733	0	0	0	-23 817	71 021

Résultat dilué par action (en Euros)

Résultats des opérations réduits à une seule action	2013	2012
Nombres d'actions émises	19 136 168	16 352 860

Résultat après impôt, amortissement et provisions	-23 817 421,17	-24 604 143,11
Résultat après impôt, amortissement et provisions (par action)	-1,24	-1,50

Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose l'affectation suivante du résultat :

Perte de l'exercice	-23 817	K€
Affectation à la réserve légale	0	K€
Au titre de dividendes	0	K€
Report à nouveau	-23 817	K€
Total affectation	-23 817	K€
Total	0	K€

Note 14 Opérations effectuées avec les entreprises liées et les participations

(en milliers d'euros)	Solde au 31/12/2013	Solde au 31/12/2012
	Opérations avec les entreprises liées et les participations	Opérations avec les entreprises liées et les participations
Créances	17 670	85 013
Sur les établissements de crédit et institutions financières	17 670	85 013
Sur la clientèle		
Obligations et autres titres à revenu fixe		
Dettes	4 053 760	4 349 639
Sur les établissements de crédits et institutions financières	4 053 760	4 349 639
Sur la clientèle		
Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées		
Engagements donnés	1 250 821	1 258 587
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit	17 342	25 121
Engagements de financement en faveur de la clientèle		
Garanties données à des établissements de crédit		
Garanties données à la clientèle		
Titres acquis avec faculté d'achat ou de reprise		
Autres engagements donnés	1 233 479	1 233 466

Note 15 Hors bilan

(en milliers d'euros)	Montant 31/12/2013	Montant 31/12/2012
Engagements de financement	162 307	268 032
Engagements donnés	802 307	798 032
aux filiales / accord de refinancement		
aux filiales / garanties de taux	17 586	28 275
Engagements en faveur d'établissements de crédit	17 586	28 275
Engagements de signature	784 721	769 757
Engagements en faveur de la clientèle	784 721	769 757
Engagements reçus	640 000	530 000
Accord de refinancement	640 000	530 000
des Caisses Régionales / contrats en syndication		0
Engagements reçus d'établissements de crédit	640 000	530 000
Engagements reçus de la clientèle	0	0

Engagements de garantie	-643 292	-391 797
Engagements donnés	1 261 749	1 261 736
Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit		
Engagements d'ordre de la clientèle	28 270	28 270
Engagements à un FCT	1 233 479	1 233 466
Engagements reçus	1 905 041	1 653 533
Contregaranties sur contrats de crédit-bail	1 491 312	1 407 385
Contregaranties sur engagements de signature	167 696	88 209
Engagements reçus d'établissements de crédit	1 659 007	1 495 594
Engagements reçus de la clientèle	246 034	157 939
Engagements sur instruments financiers a terme	1 037 000	1 587 000
Engagements donnés	1 037 000	1 587 000
Opérations de SWAP, taux emprunteur	1 037 000	1 587 000
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	1 037 000	1 587 000
Engagements reçus	0	0
Opérations de SWAP, taux prêteur		
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Autres engagements	547 323	710 725
Autres engagements donnés	547 323	710 725
Valeurs affectées en garantie au bénéfice d'organisme (1)	547 323	710 725
Autres engagements donnés	547 323	710 725
Solde engagements hors bilan	1 103 338	2 173 960
Engagements donnés	3 648 379	4 357 493
Engagements reçus	2 545 041	2 183 533

(1) Créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale. Le groupe Crédit Agricole est éligible aux refinancements accordés par la Banque Centrale dans le cadre de la procédure sécurisée et automatisée dénommée Traitement Informatisé des Créances Privées (TRICP)

Dans ce contexte, LIXXBAIL S.A., filiale du Crédit Agricole apporte des créances en garantie à CASA, qui les apporte ensuite à la Banque Centrale pour garantir les prêts que cette dernière octroie au groupe.

Au total, 547 323 K€ de créances ont été apportées en garantie par l'intermédiaire de CASA.

La société LIXXBAIL S.A. conserve l'intégralité des risques et avantages associés à ces créances.

Engagements sur instruments financiers à terme

Conformément à l'avis 2004-21 du 27 octobre 2004, les informations concernant les instruments financiers dérivés sont exposées ci-dessous :

(en milliers d'euros)	Notionnel	Réescompte	Prime restant	Valorisation à la juste valeur	Valorisation à la juste valeur pied de coupon
Swaps de taux	1 037 000	-1 276		-6 789	-8 064
CAP					

Note 16 produits nets d'intérêts et revenus assimilés hors IFT

(en milliers d'euros)	31/12/2013			31/12/2012		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Intérêts et Charges/						
Produits assimilés	2 400 703	2 355 121	45 582	2 533 413	2 468 859	64 554
* Opérations de trésorerie et interbancaire	28 179	140 284	-112 105	36 373	172 915	-136 541
* Opérations avec la clientèle						
* Opérations de crédit-bail	2 372 401	2 214 845	157 557	2 496 780	2 295 892	200 887
* Opérations de location simple	123	-8	130	260	52	208

Note 17 Produits / charges liés aux commissions

(en milliers d'euros) Type de commissions	Commissions			
	Reçues en 2013	Reçues en 2012	Versées en 2013	Versées en 2012
Sur opérat. avec les étab. de crédit :	0	0	18 048	19 732
Commissions d'apport			13 158	14 793
Commissions de risques			4 860	4 908
Commissions de caution et d'engagements			31	31
Sur opérations avec la clientèle	155	-54		
Sur instruments financiers			642	757
Sur autres services d'exploitation bancaire				
Total	155	-54	18 691	20 489

Note 18 Autres produits et charges d'exploitation bancaire

(en milliers d'euros)

Rubriques	Charges	Produits
Subventions virées au résultat		3 419
Charges refacturées	123 355	125 080
Divers	233	1 310
Total	123 588	129 810

Note 19 Autres produits et charges ordinaires

(en milliers d'euros)	Montant 2013	Montant 2012
Charges refacturées	13 388	6 169
Reprises Provisions	476	918
Transferts charges Restructuration	251	248
Autres produits d'exploitation	14 115	7 336
Salaires	-17 418	-15 916
Charges sociales	-8 359	-7 774
Intéressement	-998	-1 054
Participation	-998	-909
Impôts et taxes	-2 380	3 292
Locations	-8	0
Commissions d'apports		
Refacturation groupe / Sous-traitance administrative	-40 489	-52 067
Frais bancaires		
Divers autres charges d'exploitation *	-900	-3 105
Autres charges d'exploitation	-71 551	-77 534
Solde produits/charges exploitation	-57 436	-70 198

* Ce montant intègre les provisions pour honoraires des commissaires aux comptes pour 204 K€ liés à la certification des comptes. Ces montants se répartissent respectivement pour 98 K€ pour le cabinet MAZARS ainsi que 106 K€ pour le cabinet ERNST & YOUNG.

Note 20 Cout du risque

(en milliers d'euros)

Rubriques	Dotations	Reprises	Net des dotations et reprises
-----------	-----------	----------	-------------------------------

Provision pour clients douteux et contentieux	14 443	11 381	3 062
Provision sur IR		291	-291
Provision pour risques et charges	1 527	219	1 308
Total I	15 970	11 891	4 079
Créances Irrécouvrables	5 410		5 410
+/- values cessions AS400			
Recours s/ garants		9 412	-9 412
Récupérations sur créances amorties		2 223	-2 223
Autres	2 769	2 221	548
Total II	8 179	13 856	-5 677
Total			1 598

Note 21 Situation fiscale et latente conditionnelle

Intégration fiscale

LIXXBAIL S.A. a adhéré à la convention d'intégration fiscale du groupe Crédit Agricole SA. Cette convention qui a produit ses effets à compter du 1er janvier 2005 définit le mode de répartition et de comptabilisation de l'impôt sur les sociétés et des contributions additionnelles dues par LIXXBAIL S.A. dans le cadre de l'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

LIXXBAIL S.A. n'a pas de charge d'impôt sur les sociétés.

La loi de finances rectificative de 2011 a aménagé pour la détermination du résultat des exercices clos à compter du 21 septembre 2011 les mécanismes de report en avant et en arrière des déficits subis par les sociétés soumises à l'impôt sur les sociétés.

S'agissant du report en avant des déficits, l'imputation de déficits antérieurs sur le bénéfice constaté au titre d'un exercice n'est dorénavant possible qu'à hauteur d'un plafond égal à 1 000 000 € majoré d'un montant de 50 % du bénéfice imposable de l'exercice excédant cette première limite. La fraction de déficit non admise en déduction du bénéfice du fait de l'application de ces dispositions demeure imputable dans les mêmes conditions sur les exercices suivants, sans limitation dans le temps.

Le déficit reportable pour l'exercice s'élève à 272 849 K€.

Dettes et créances d'impôts différés (en milliers d'Euros)

	Base	Taux	Actif	Passif
Réserve latente	-729 451	34,43%		-251 150
Charges à payer non déductibles	1 783	34,43%	614	
Fonds de commerce UNIMAT	15 500	34,43%	5 337	
Indemnité de résiliation	39 406	34,43%	13 567	
Provisions pour risques et charges contentieuses	5 905	34,43%	2 033	
Actualisation de créances	0	34,43%	0	
Provision financière	98 965	34,43%	34 074	
Dépréciations sur l'actif	42	34,43%	15	
Dépréciations pour risques opérationnels	1 304	34,43%	449	
Indemnités départ en retraite et médailles du travail	1 393	34,43%	480	
Plan d'attribution gratuites d'actions	0	34,43%	0	
Risques techniques	665	34,43%	229	
PCA contrat de flux 1	3 354	34,43%	1 155	
Redressement fiscal avec IDA	285	34,43%	98	
Report déficitaire	283 141	34,43%	97 485	
Contagion	2 250	34,43%	775	
Réserves IAS		34,43%	0	
Activation charges et produits directs IAS	-10 442	34,43%		-3 595
Total	-285 901		156 309	-254 745
ID 2012			149 546	-241 247

Variation ID 2013/2012			6 763	-13 498
ID sur gains et pertes actuariels via les fonds propres				-50
Variation nette IDP 2013/2012			-6 684	

Autres informations

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING
12, Place des Etats Unis
CS 30002
92548 MONTRouGE CEDEX

CREDIT AGRICOLE SA
12, Place des Etats Unis
CS 30002
92548 MONTRouGE CEDEX

Ventilation de l'effectif moyen
L'effectif moyen est de 317 collaborateurs comprenant 211 cadres et 106 non cadres.

Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie
Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2013.

Note 22 Notes sur la comptabilité financière

Méthode de comptabilité financière

Le résultat financier est calculé après amortissement financier, ce dernier étant égal à la part du loyer HT affectée à l'amortissement du montant initial financé, après rémunération à un taux de placement déterminé du capital restant dû.

Les loyers sont perçus d'avance et la méthode retenue pour calculer l'amortissement financier est celle dite à "intérêts perçus d'avance", le premier loyer incluant une part d'intérêts. La valeur résiduelle, si elle existe, est considérée comme un dernier loyer, intégralement affecté à l'amortissement du capital investi.

En comptabilité financière, les loyers sont enregistrés à leur date d'exigibilité avec prorata temporis.

Les encours financiers des dossiers à caractère douteux ou litigieux font l'objet d'un complément d'amortissement financier pour couvrir la perte probable évaluée en fonction de la valeur de revente du matériel.

Le résultat financier dégagé peut être supérieur au bénéfice social, ceci étant essentiellement dû à la différence entre les amortissements financiers et les amortissements fiscaux pratiqués.

Cet excédent permet de constituer une réserve non apparente qualifiée de "réserve latente", essentiellement constituée par la différence entre l'encours financier et la valeur nette comptable des mêmes biens donnés en location.

Variation de la réserve latente (en milliers d'Euros)

Rubriques	Montant 2013	Montant 2012	Variation
Valeur brute des immobilisations	9 793 849	9 636 959	156 890
Subventions	-7 566	-8 188	622
Valeur nette financière (1)	4 751 455	4 898 157	-146 702
Valeur nette comptable	4 056 228	4 332 420	-276 192
Réserve latente brute	695 227	565 737	129 490
Provisions financières contentieuses	-98 965	-94 713	-4 251
Provisions sociales	18 724	24 775	-6 052
Réserve latente nette	614 986	495 799	119 187

(1) La valeur nette financière correspond au CRD corrigé du réescompte.

Méthode de comptabilité sociale

Les sociétés pratiquant des opérations de crédit-bail ou de location longue durée peuvent amortir les matériels qu'elles donnent en location, conformément aux dispositions légales et réglementaires, c'est-à-dire qu'elles peuvent pratiquer des amortissements comptables de type dégressif ou linéaire.

L'amortissement effectivement retenu est compris entre le minimum linéaire et le maximum dégressif fiscalement autorisé. Les durées d'amortissement des immobilisations corporelles louées sont conformes à la réglementation en vigueur.

Passage du résultat social au résultat financier (en milliers d'Euros)

Rubriques	31-déc-13		
	Résultat	Réserves	Total
Situation nette sociale	-23 817	94 839	71 022
Réserve latente nette de provisions financières contentieuses	43 830	557 398	601 228
Activation charges/produits directs IAS	-430	10 872	10 442
Impôts différés sur réserve latente nette	-6 684	-91 686	-98 370
Gains et pertes actuariels / avantages		189	189
Impôts différés Gains et pertes actuariels / avantages		-65	-65
Neutralisation IFRS provision titres		-93	-93
Situation nette consolidée financière	12 899	571 454	584 353

Note 23 Résultats financiers des 5 derniers exercices

	2009	2010	2011	2012	2013
Situation financière en fin d'exercice					
Capital social	33 298 127,57	59 201 399,57	59 201 399,57	59 201 399,57	69 277 663,23
Nombre d'actions émises	9 197 260	16 352 860	16 352 860	16 352 860	19 136 168
Nombre d'obligations convertibles en actions	-	-	-	-	-
Résultat global des opérations effectives					
Chiffre d'affaires HT	2 106 938 305,78	2 295 878 243,11	2 525 781 249,75	2 385 752 297,02	2 309 400 749,50
Bénéfice avant impôt, amortissements et provisions	1 690 382 733,86	1 899 525 486,67	2 054 723 780,48	1 994 798 949,00	1 919 359 147,54
Impôt sur les bénéfices	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Bénéfice après impôt, amortissements et provisions	-50 477 607,12	-30 613 066,75	-73 666 396,22	-24 604 143,11	-23 817 421,17
Montant des bénéfices distribués	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Résultats des opérations réduits à une seule action					
Bénéfice après impôt, mais avant amortissement et provisions	183,79	116,16	125,65	121,98	100,30
Bénéfice après impôt, amortissements & provisions (résultat dilué par action)	-5,49	-1,87	-4,50	-1,50	-1,24
Dividende versé à chaque action	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel					
Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice	365	334	316	302	317
Montant de la masse salariale	15 284 448,00	15 047 101,00	14 695 374,00	14 519 656,00	16 432 739,00
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (*) (Sécurité Sociale, oeuvres sociales, etc...).	7 349 196,98	7 268 769,85	6 865 906,93	7 790 648,97	8 381 627,33

(*) comprend les charges patronales + les impôts et taxes

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2013 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société LIXXBAIL, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 22 de l'annexe relative à la comptabilité financière présentant le résultat financier de l'exercice : ce résultat est déterminé en tenant compte de l'amortissement financier des capitaux engagés sur la durée des contrats de crédit-bail. Nous rappelons que ce résultat donne une meilleure image de la rentabilité financière de votre société que le résultat social qui prend en compte les amortissements industriels des matériels loués.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Estimations comptables :

- Comme indiqué dans la partie 2.2 et les notes 7 et 20 de l'annexe, LIXXBAIL, constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations individuelles.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 30 avril 2014

Les Commissaires aux Comptes :

ERNST & YOUNG ET AUTRES

Valérie MEEUS

Hassan BAAJ

MAZARS

Anne VEAUTE

Rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.

1403290